

- ▶ **Appel à candidature pour le recrutement d'un(e) consultant(e) national(e) en vue de l'élaboration du Guide d'intégration de la protection sociale, la lutte contre le VIH et le Sida, et les VBG (Violences Basées sur le Genre) dans les missions et programmes des organisations/institutions partenaires opérationnels du projet KOICA**

Organisation internationale du travail

Projet « Autonomisation des femmes pour des économies résilientes et des communautés pacifiques dans les régions de l'Est et de l'Adamaoua au Cameroun, où vivent les réfugiés (2021-2024) », OIT- Yaoundé

Contexte et Justification

Le projet « **Autonomiser les femmes pour des économies résilientes et des communautés pacifiques dans les régions de l'Est et de l'Adamaoua au Cameroun affectées par les réfugiés** », a pour objectif global de contribuer à la redynamisation des économies et à la cohésion sociale entre les réfugiés et les communautés d'accueil grâce au développement de l'entrepreneuriat féminin dans certaines chaînes de valeur agricoles. Cet objectif se décline en quatre objectifs interdépendants :

1. Renforcer les institutions locales et promouvoir des mécanismes favorables au développement économique inclusif, la cohésion sociale et le bien-être des communautés ;
2. Aider les femmes réfugiées, les femmes déplacées internes et les populations d'accueil à créer 500 entreprises et 23 coopératives agricoles durables, florissantes et écologiques ;
3. Faciliter l'accès des réfugiés, des déplacés internes et des populations d'accueil aux services de protection sociale, de prévention et de protection en matière de VIH / SIDA ;
4. Générer et partager des connaissances sur les meilleures pratiques pour soutenir l'autonomisation économique des femmes dans les situations de déplacement forcé.

En utilisant une approche de développement de systèmes de marché, le Projet développe l'entrepreneuriat féminin et coopératif auprès des bénéficiaires tout en facilitant leur accès aux programmes de protection sociale susceptibles de prévenir la violence sexiste (VBG) et le VIH / SIDA et d'atténuer leurs effets.

En effet, plus de la moitié de la main-d'œuvre est active dans l'économie informelle, souvent dans les zones périurbaines et rurales, ce qui est le cas des régions de l'Est et l'Adamaoua. Il est donc de ce fait nécessaire pour le BIT de développer des instruments de protection des droits et de promotion de l'emploi décent en dehors du lieu de travail formel, à ceux qui ont le plus besoin. Pour relever ce défi et atteindre les travailleurs des lieux de travail informels et ruraux, il est question de créer des alliances et mécanismes avec un éventail de structures, notamment les municipalités, les coopératives, les banques et établissements de microfinances, les organisations de promotion des droits et autres.

Le projet a mené 2 cartographies jusqu'ici. 1/ La cartographie des interventions de protection sociale et des prestataires des services de lutte contre le VIH et les VBG, avec pour objectif de dresser l'état des lieux des régimes/ prestations/ mécanismes de protection sociale formels et informels et de leurs acteurs, des interventions de lutte contre le SIDA et de prévention des VGB dans les 16 Communes pré-citées et notamment les interventions qui ciblent les populations des réfugiés et des communautés hautes. 2/ La cartographie et l'évaluation des prestataires des services financiers et non financiers aux entreprises durables dans les régions de l'Est et l'Adamaoua avec un accent particulier sur l'accès et l'utilisation par les réfugiés et les communautés hôtes. Les objectifs étaient de cartographier et d'analyser les acteurs spécifiques du marché et les fonctions de soutien des micro, petites et moyennes entreprises, y compris les coopératives ainsi que d'autres organisations similaires orientées vers leurs membres ; d'analyser la demande et l'offre de services financiers et non-financiers aux réfugiés, aux déplacés internes et aux communautés d'accueil ; examiner les options actuelles de prestation de services. Dans le cadre de ces 2 cartographies, plusieurs organisations ont été identifiées comme acteurs clés de prestation des services financiers et non financiers à l'instar des municipalités, certaines institutions étatiques (Incubateurs du MINADER, CPFF, etc), les coopératives et entreprises, les banques et établissements de microfinances, les organisations de promotion des droits humains. En plus de ceci, le projet a également identifié des PSF et PSNF à travers un processus de sélection via des appels à manifestation d'intérêt.

En effet, ces structures jouent de nombreux rôles. Elles sont des organisations basées sur les communautés, des employeurs et des fournisseurs de services, elles ont beaucoup à offrir aux efforts nationaux sur la

protection sociale, la lutte contre le VIH et le sida et les VBG, en servant de passerelle entre les communautés et les prestataires des services. Afin de promouvoir ces acquis, il serait idoine d'élaborer un Guide pratique qui permettra d'intégrer les prestations de services du projet sur les dimensions protection sociale, lutte contre le VIH et le sida, lutte contre les VBG dans les missions des prestataires.

C'est sur cette base et conformément à la mise en œuvre des activités de la composante 3 du Projet qui a pour résultat **« Les régimes de protection sociale existants aident à prévenir la violence sexiste, le VIH et le sida et à atténuer leurs effets sur les femmes réfugiées et les populations hôtes »**, que le BIT recrute un(e) Consultant(e) National(e) pour élaborer le Guide d'intégration des services de protection sociale, la réponse au VIH et sida et la lutte contre les VBG dans les missions et programmes des acteurs de mise en œuvre du projet (municipalités, coopératives, organisations/institutions locales), au bénéfice des réfugiés, personnes déplacées internes et communautés hôtes.

Les présents Tdrs traitent de l'élaboration du Guide en déclinant les objectifs, les résultats, la méthodologie, les livrables, le calendrier d'exécution et les éléments de soumissions des Candidatures.

Localités cibles

Région de l'Est :

- Bertoua, Bétaré Oya, Garoua Boulai, Mandjou et Ngoura (Lom-Et-Djerem)
- Batouri, Kentzou, Kette, Ndélélé et Ouli (Kadei)
- Gari Gombo et Yokadouma (Boumba-Et-Ngoko)

Région de l'Adamaoua

- Dir, Djohong, Meiganga et Ngaoui (Mbéré)

Objectifs

De manière globale, il s'agit d'élaborer un Guide pratique d'intégration des prestations de protection sociale (sécurité sociale, assurance volontaire, aide sociale, etc.), de lutte contre le VIH et le Sida et VBG dans les missions et plans d'activités des prestataires financiers et non financiers et autres organisations partenaires de mise en œuvre du projet KOICA. Cette approche vise à garantir la durabilité des interventions du projet KOICA, ainsi que l'efficacité en s'appuyant sur le potentiel de ces structures qui sont opérationnelles et qui offrent déjà à différents niveaux et degré des services aux communautés dans les deux régions cibles du projet.

De manière spécifique, il s'agit de :

1. Décliner la structure organisationnelle, le fonctionnement et les missions des institutions et organisations sélectionnées par le projet KOICA pour servir de passerelle dans la mise en œuvre des interventions de protection sociale, lutte contre le VIH et Sida, et les VBG;
2. Identifier, les organes et outils si existant au sein de ces structures, qui permettent la facilitation de la fourniture des prestations de protection sociale, lutte contre le VIH et VBG, tout en relevant les forces, les faiblesses et opportunités ;
3. Décliner les rôles et responsabilités des acteurs et personnels impliqués dans la facilitation de la fourniture des prestations de protection sociale, lutte contre le VIH et VBG;
4. Elaborer le guide d'intégration des services de protection sociale, de lutte contre le VIH et VBG tenant compte des spécificités de chaque type de structures sélectionnée d'une part et d'autre part de la collaboration avec des prestataires des services de protection sociale, VIH et VBG de l'Etat, des agences du Système des Nations Unies, de la société civile nationale et internationale. Exp : CNPS, Centres de

santé, les services d'aide et assistance sociale du MINAS, les centres de promotion de la femme et de la famille, HCR, PAM, UNFPA, UNICEF, ONG internationales et nationales, etc) ;

5. Faire des recommandations pour bâtir des partenariats solides entre les différents acteurs afin d'optimiser l'accès aux prestations de protection sociale, VIH/SIDA et VBG pour les femmes et hommes entrepreneurs, réfugiés, communautés hôtes et autres populations déplacées internes des régions de l'Est et l'Adamaoua.

Résultats attendus

Les résultats attendus découlent des objectifs assignés à l'élaboration du Guide pratique d'intégration de la protection sociale, la lutte contre le VIH et le sida et les VBG dans les opérations des municipalités, des coopératives et des organisations/institutions locales.

Méthodologie

Le consultant proposera la méthodologie à appliquer qui sera par la suite discutée et validée par l'équipe du projet ; néanmoins, ces quatre (04) étapes principales doivent être prises en compte, à savoir :

1. La production des outils de collectes des données ;
2. La collecte documentaire suivie des interviews et des rencontres avec les personnes ressources ;
3. La collecte et l'analyse de la structure organisationnelle des institutions et Organisations sélectionnées par le projet, les outils et les capacités de prise en compte des problématiques sociales identifiés afin d'en extraire des idées d'amélioration et d'adaptation à leurs spécificités et aux besoins des populations cibles du projet (réfugiés, populations hôtes et personnes déplacées internes) ;
4. L'élaboration d'un Guide pratique d'intégration des services de protection sociale, la prévention et la réponse au VIH/SIDA et VBG dans les opérations des municipalités, des coopératives et des organisations locales.

A chaque étape, le (la) consultant(e) doit être en mesure de faire respecter les valeurs du BIT dans la mise en œuvre de ses activités suivant l'approche 3P (Gouvernement, syndicats d'employeurs, syndicats d'employés) en promouvant le dialogue social et le tripartisme, tout au long de ses travaux.

Le(la) consultant(e) s'appuiera sur les 2 études de cartographie réalisées préalablement dans le cadre du projet (citées plus haut) Il(elle) s'appuiera également sur la liste des communes ciblées par le projet et le rapport de sélection des prestataires des services financiers et non financiers du projet.

En raison du COVID-19 et en fonction des préférences personnelles, les entretiens peuvent être menés par téléphone, par conférence en ligne ou par d'autres moyens pertinents et sécurisés. Il sera question de travailler dans le respect des mesures gouvernementale prises pour la prévention de la COVID-19.

Livrables

Le (la) consultant(e) choisi(e) fournira les livrables suivants :

1. Une note méthodologique détaillée incluant la liste des revues documentaires, la liste des personnes ou entités à rencontrer, le planning et le calendrier des interventions dans les dix jours suivant la signature de l'accord ;
2. Le projet de Guide pratique final incluant une analyse approfondie des capacités des structures à intégrer les prestations de services de PS, lutte contre le VIH et le VBG dans leurs missions ;
3. Présenter le projet de Guide dans un atelier de validation ;
4. Soumettre le Guide et outils adaptés (notamment le cahier de charge des points focaux VHI des communes) intégrant les contributions reçues de l'atelier.

Format des rapports

Tous les documents élaborés par le consultant dans le cadre de cette consultation sont rédigés en langue française. Les documents à déposer sont en formats papier et en formats électroniques en Word, Excel et Powerpoint.

Calendrier

Il est attendu que le(la) consultant(e) retenu(e) termine la mission dans un délai de deux mois à compter de la date de signature du contrat. Pour mener à bien les travaux, il est envisagé un total d'entre 30 jours où au moins 20 seront des jours de missions repartis entre les 4 Départements. Le(la) consultant(e) retenu(e) devra fournir ses propres matériels de travail (ordinateur, imprimante, téléphone,...). Pour les déplacements, au niveau national et/ou à l'intérieur de la région, le projet prendra en charge les frais y afférents, suivant la grille de frais appliqué au niveau du système des Nations Unies. Les détails de ces déplacements devront être mentionnés dans les propositions technique et financière du consultant.

Candidature

Les candidats(tes) intéressés(ées) à soumettre une candidature pour cette mission sont invités à soumettre :

A. Une proposition technique démontrant :

- 1) La compréhension de la mission,
- 2) La méthodologiques déclinant entre autres : le plan de collecte d'informations, l'approche de la consultation et les raisons pour lesquelles ils conviendraient à celle-ci, le plan de conformité de l'exercice et les mesures à prendre pour garantir le respect des mesures gouvernementales en matière de prévention du risque COVID-19 ;
- 3) Un CV à jour indiquant clairement les capacité et expérience du(de la) consultant(e) notamment étayée par la liste des missions/études réalisées récemment ayant une similitude avec la présente consultation ;
- 4) Une copie de(s) certificat(s) ou attestation(s) de travail ou une attestation de bonne fin dans une prestation similaire ;
- 5) Chronogramme d'exécution de cette mission

B. Une proposition financière incluant, notamment, le nombre de jours détaillé et l'estimation des coûts de déplacement.

Le (la) candidat(e) soumettra son offre technique et financière par mail à l'adresse suivante : bertoua@ilo.org , au plus tard le **10 juin 2022** avant minuit heure de Yaoundé (GMT+1), dans un seul courriel titré « **Guide d'intégration de la protection sociale, VIH/SIDA et VBG dans les opérations des municipalités** ».

Compétences souhaitables

Le(la) consultant(e) doit être spécialisée(e) où disposer des compétences avérées dans les domaines de la protection sociale, Santé Publique, Santé Communautaire, développement des coopératives, sociologie de développement, etc.

Le(la) consultant(e) devra en outre avoir :

- Une excellente connaissance des politiques et stratégies et expérience avérée de travail dans le domaine de la protection sociale, la prévention et prise en charge des VBG, de la lutte contre le VIH et le Sida en faveur des populations vulnérables ;

- Une expérience professionnelle avec les communes, les coopératives et autres organisations de soutien au développement organisationnel de groupes d'entraide ;
- Une maîtrise de l'environnement social, culturel et économique des populations des zones cibles de ce projet ;
- Une parfaite maîtrise du français et bonnes capacités rédactionnelles en français.

Répartition des notes

La répartition des notes sera comme suit :

CRITERES	NOTE A ATTRIBUER (sur 100)
Expériences et CV	20
Compréhension du domaine d'étude	20
Proposition technique	30
Proposition financière	30

Modalités de paiement

La répartition du paiement sera comme suit :

ETAPE	TRANCHE (en %)	REMARQUES
Après présentation et validation des méthodologies, plans du travail, calendrier de réalisation	20%	Après la signature du contrat, la méthodologie proposée par le (la) consultant(e) sera discutée avant d'être validée par le projet BIT-KOICA
Après remise des livrables	50%	Versions papier et en format numérique
Après restitution et approbation par le BIT	30%	Cette étape pourra atteindre un délai maximum de trois (3) semaines après la remise des livrables.

Le paiement ne se fera pas en espèce, le consultant doit avoir un compte bancaire local pour le virement.